

## **Diversification des exportations dans les pays enclavés d'Afrique : gouvernance et/ou géographie**

### **Export Diversification in Landlocked African Countries: Governance and/or Geography**

**MORTONGAR NGARTORI Stéphane**

Doctorant

Institut de Gouvernance, des Sciences Humaines et Sociales

Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion (CEREG), Cameroun

Université Pan Africaine (PAUGHSS)

**NKOA François Colins**

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Yaoundé II/Soa, Cameroun

**Date de soumission** : 19/06/2024

**Date d'acceptation** : 06/09/2024

**Pour citer cet article** :

MORTONGAR NGARTORI. S., & NKOA. F.C. (2024) « Diversification des exportations dans les pays enclavés d'Afrique : gouvernance et/ou géographie », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 9 » pp : 134-158.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser les effets de la gouvernance et/ou de la géographie sur la diversification des exportations dans les pays enclavés d'Afrique (PEA) en utilisant des données de panel couvrant la période 1996-2021. L'estimation des résultats à l'aide de la méthode Driscoll-Kraay (1998) révèle que toutes les variables de gouvernance ont un effet négatif et significatif sur la diversification des exportations. En revanche, les effets des variables géographiques sont plus nuancés. Ces résultats suggèrent que la gouvernance et la géographie se combinent pour expliquer la faiblesse de la diversification des exportations dans les PEA.

Sur la base de ces conclusions, plusieurs recommandations sont formulées. Les gouvernements des PEA devraient renforcer la gouvernance en adoptant des politiques publiques transparentes et en améliorant l'État de droit, notamment en instaurant un système judiciaire prévisible, impartial et efficace. Cela contribuerait à assurer un bon fonctionnement des marchés et à faciliter les investissements nécessaires à la diversification des exportations. Concernant les défis géographiques, il est essentiel de développer et d'améliorer la qualité des infrastructures tant au niveau national que régional, en coopération avec les pays voisins. Ces améliorations permettraient d'atténuer considérablement les contraintes géographiques pesant sur la diversification des exportations.

**Mots clés :** Pays enclavés d'Afrique ; diversification des exportations ; gouvernance ; géographie

## Abstract

The objective of this article is to analyze the impact of governance and geography on export diversification in landlocked African countries (LLACs) using panel data covering the period from 1996 to 2021. The estimation results, obtained through the Driscoll-Kraay (1998) method, reveal that all governance variables have a negative effect on export diversification, while the effects of geographical variables are more nuanced. These findings suggest that both governance and geography jointly contribute to explaining the low level of export diversification in LLACs.

Based on these conclusions, several recommendations are proposed. Governments of LLACs should strengthen governance by adopting transparent public policies and improving the rule of law, particularly by establishing a predictable, impartial, and efficient judicial system. This would help ensure the proper functioning of markets and facilitate the investments necessary for export diversification. Regarding geographical challenges, it is crucial to develop and

enhance the quality of infrastructure at both national and regional levels, in cooperation with neighbouring countries. These improvements would significantly mitigate the geographical constraints on export diversification.

**Key words:** Landlocked African countries; export diversification; governance; geography

## Introduction

Les pays d'Afrique subsaharienne (ASS), et plus particulièrement les pays enclavés<sup>1</sup> d'Afrique (PEA) sont confrontés à un défi économique majeur : la dépendance excessive à une gamme restreinte de produits de base pour leurs exportations. Ce modèle économique les rend vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux et limite leur capacité à participer pleinement aux chaînes de valeur mondiale. Selon un rapport de la CNUCED<sup>2</sup> (2022), 45 pays africains sur 54 soit plus de 83% sont tributaires des produits de base, une réalité encore plus prononcée chez les PEA, où l'indice de diversification de Herfindahl<sup>3</sup> est de 0,80, contre 0,16 en Europe et 0,21 en Asie. De plus, les exportations de ces pays sont dominées par des produits à faible valeur ajoutée, ce qui signifie qu'ils sont largement exclus des bénéfices associés à la transformation industrielle et à l'innovation technologique.

Cette concentration sectorielle des exportations dans les PEA a des répercussions profondes sur leur développement économique. En effet, les secteurs dominants, souvent centrés sur les matières premières, ont une capacité limitée à augmenter la productivité et la qualité des produits. Cette situation freine non seulement la croissance économique, mais aussi la création d'emplois et la réduction de la pauvreté (Imbs & Wacziarg, 2003; Hausmann et al., 2007). Par ailleurs, la faible diversification des exportations expose ces économies aux chocs extérieurs, augmentant ainsi leur vulnérabilité macroéconomique et compromettant la stabilité à long terme.

Face à ces défis, la littérature économique souligne l'importance de la diversification des exportations comme un moyen de réduire les risques associés à la volatilité des prix des produits de base et d'encourager une croissance plus résiliente et inclusive. La Banque mondiale (2000) et d'autres chercheurs, tels que Prebisch (1950), ont plaidé pour des stratégies visant à rendre d'investir dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

Cependant, les facteurs déterminants de la diversification des exportations restent sujets à débat. Deux grandes écoles de pensée s'affrontent sur cette question : d'une part, l'approche

---

<sup>1</sup> L'enclavement fait référence à la situation géographique d'un pays sans accès direct à la mer (Glassner, 1973). Et les pays africains enclavés sont: Botswana, du Burkina-Faso, du Burundi, de la République Centrafricaine, du Tchad, de l'Eswatini, de l'Ethiopie, du Lesotho, du Mali, du Malawi, du Niger, de l'Ouganda, du Rwanda, du Soudan du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe

<sup>2</sup> CNUCED (2022), Stratégies de diversification économique dans les pays en développement tributaires des produits de base.

<sup>3</sup> Avec 0 pour exportation diversifiée et 1 pour exportation concentrée

institutionnelle, qui met l'accent sur le rôle des institutions et de la gouvernance dans la facilitation des échanges commerciaux et la réduction des coûts de transaction (North, 1990; Rodrik & Subramanian, 2003; Acemoglu et al., 2001); d'autre part, l'approche géographique, qui soutient que les conditions physiques et géographiques, telles que l'accès aux marchés, la densité de population, et le climat, jouent un rôle central dans la structure des échanges (Diamond, 1997; Sachs, 2001, 2003).

La particularité des PEA, situés dans des régions géographiquement désavantagées et caractérisés par une gouvernance souvent fragile, en fait un terrain d'étude idéal pour tester ces théories. Pourtant, malgré l'importance de cette problématique, la littérature sur la diversification des exportations dans les PEA reste limitée. Peu d'études ont exploré simultanément les effets de la géographie et de la gouvernance sur la diversification des exportations de ces pays.

Dans un contexte de forte dépendance aux produits de base et de faiblesse institutionnelle, quelle est la part relative de la géographie et de la gouvernance dans l'explication de la faible diversification des exportations des pays enclavés d'Afrique ? Ces deux facteurs agissent-ils de manière indépendante ou combinée pour façonner la structure de la diversification des exportations dans ces pays ?

L'objectif de cet article est d'analyser les effets relatifs de la gouvernance et/ou de la géographie sur la diversification des exportations dans les PEA. En se situant au cœur du débat entre les approches institutionnelle et géographique, cette étude apporte une contribution empirique essentielle à la compréhension des défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays enclavés d'Afrique et en est la première à faire cette analyse dans ces pays.

Le reste de l'article est structuré comme suit : la deuxième section propose une revue de la littérature existante ; la troisième section détaille la méthodologie empirique adoptée ; la quatrième section présente et discute les résultats ; et enfin, la cinquième section offre des conclusions et des recommandations politiques

### **1.1. Revue de la littérature théorique**

Depuis les travaux fondateurs de Coase (1937) sur les coûts de transaction, la Nouvelle Économie Institutionnelle (NEI) a mis en avant la gouvernance comme l'un des principaux déterminants de la diversification des exportations. Une gouvernance efficace permet de canaliser les ressources vers des usages plus productifs, favorisant ainsi l'innovation et la diversification. La protection des droits de propriété, tant privés qu'intellectuels, est cruciale pour créer un environnement propice au développement entrepreneurial. Cet environnement

stimule des activités innovantes, lesquelles sont essentielles pour la diversification des exportations en termes de qualité et de quantité (Joya, 2015). Cette perspective théorique explique pourquoi certains pays réussissent à diversifier leurs exportations, tandis que d'autres restent piégés dans une spécialisation étroite. Dans les pays où les systèmes juridiques et éducatifs sont solides, les entrepreneurs peuvent exploiter la diffusion des connaissances pour pousser l'économie vers la frontière technologique. À l'inverse, dans les pays où les règles du jeu économique sont instables, les entrepreneurs sont découragés d'investir dans des activités innovantes, préférant se tourner vers la captation de rentes, au détriment de l'innovation (Baumol, 2002). Rodrik, Subramanian & Trebbi (2004) renforcent cette vision en soulignant que les institutions jouent un rôle déterminant dans la croissance économique et la diversification des exportations, surpassant même les facteurs géographiques dans certains cas. Acemoglu et Robinson (2012) offrent une perspective complémentaire avec leur théorie des institutions extractives versus inclusives, développée dans *Why Nations Fail*. Ils postulent que les pays avec des institutions inclusives c'est-à-dire des systèmes qui permettent une participation large à l'activité économique sont mieux placés pour diversifier leurs exportations. Par contre, les pays avec des institutions extractives, qui concentrent le pouvoir et les ressources entre les mains de quelques-uns, ont tendance à rester dépendants d'une base étroite d'exportations, souvent dans les secteurs des ressources naturelles.

Cependant, pendant longtemps, les facteurs géographiques ont été sous-estimés dans les analyses macroéconomiques sur le développement économique et commercial. Pourtant, la géographie d'un pays qu'il soit enclavé ou non, doté de ressources naturelles ou non peut avoir un impact profond sur sa structure économique et ses échanges commerciaux, conformément à la théorie des dotations factorielles (Heckscher-Ohlin). Easterly & Levine (2002) soulignent que les dotations en facteurs, telles que les ressources naturelles et les conditions géographiques influencent non seulement les performances économiques, mais aussi le développement institutionnel. L'étude de Bosker & Garretsen (2008) a démontré que des facteurs géographiques comme le climat, la localisation et la démographie jouent un rôle déterminant dans les dynamiques économiques des pays.

Deux grandes écoles de pensée s'opposent sur la question de savoir si la gouvernance ou la géographie est le déterminant prédominant de la diversification des exportations. La première, issue de la Nouvelle Économie Géographique (NEG), développée par des économistes tels que Krugman (1991), Diamond (1997), et Sachs (2003), soutient que la localisation géographique est un facteur clé dans la dynamique du commerce international et du développement

économique. Selon cette approche, la proximité d'un pays par rapport aux grands marchés, aux fournisseurs de biens intermédiaires, ainsi que la qualité de ses infrastructures de transport influencent de manière significative la structure de ses exportations. Les barrières naturelles au commerce, telles que l'enclavement, peuvent constituer des obstacles majeurs au développement du secteur manufacturier, poussant ainsi les pays à se spécialiser dans une gamme étroite de produits d'exportation (Malik & Temple, 2006). Sachs (2001) souligne l'importance de la géographie dans la formation des avantages comparatifs, qui à leur tour façonnent les tendances commerciales observées. Gallup, Sachs & Mellinger (1999) ajoutent que la géographie influence directement la productivité économique via quatre canaux principaux : la santé humaine, la productivité agricole, la localisation physique, et la disponibilité des ressources naturelles.

En opposition à l'approche institutionnelle, certains chercheurs prônent la suprématie de la géographie sur les institutions dans l'explication des performances commerciales. Sachs et Warner (1995, 2001) soutiennent que, même en tenant compte des conditions institutionnelles, la géographie reste une variable explicative primordiale. Hibbs & Olsson (2004) appuient cette idée en affirmant que la biogéographie et la géographie continuent de jouer un rôle crucial dans les différences observées en termes de développement économique et de performance commerciale à travers le monde. Ils expliquent que les régions du monde ayant des dotations biogéographiques plus riches ont connu une transition plus rapide vers l'agriculture sédentaire, ce qui a accéléré leur développement technologique.

La tension entre ces deux perspectives est bien illustrée par Hausman (2001) dans son ouvrage *Prisoners of Geography*, où il rejette l'idée que de bonnes politiques économiques peuvent compenser les obstacles imposés par la géographie. Pour lui, la géographie exerce une contrainte si forte qu'elle peut limiter l'efficacité même des meilleures politiques. Il conclut que « ce n'est pas la politique qui est le problème, c'est la géographie ».

Collier de son côté, dans son livre *The Bottom Billion* (2007), ajoute une dimension supplémentaire en identifiant le "*piège de l'enclavement*" comme un des principaux obstacles au développement économique. Collier argumente que les pays enclavés sont souvent pénalisés par leur manque d'accès aux marchés internationaux, un facteur qui entrave leur capacité à diversifier leurs exportations. Il explique également que les pays riches en ressources naturelles, comme plusieurs PEA, sont souvent victimes de la « malédiction des ressources naturelles ». Tandis que Porter, avec sa théorie des avantages concurrentiels des nations, propose que même des pays géographiquement désavantagés peuvent réussir à diversifier leurs exportations en

développant des stratégies nationales ciblées. Il suggère que des politiques industrielles efficaces, associées à une amélioration des infrastructures, peuvent aider ces pays à exploiter de nouveaux secteurs économiques, contrecarrant ainsi les effets négatifs de leur géographie défavorable.

En fin de compte, Redding et Venables (2004) proposent une synthèse des approches institutionnelles et géographiques, en montrant que les deux facteurs interagissent pour influencer la structure des exportations. Ils suggèrent que les pays situés dans des zones géographiquement désavantagées peuvent néanmoins améliorer leurs performances commerciales en renforçant leurs institutions et en investissant dans les infrastructures nécessaires pour surmonter les barrières naturelles.

## **1.2. Revue de la littérature empirique**

La littérature empirique sur la gouvernance, la géographie et la diversification des exportations est sujette à controverse dans les différents résultats des études.

En effet, plusieurs études ont mis en lumière l'impact positif de la qualité des institutions sur la diversification des exportations. Olander (2019), en analysant 174 pays à travers des données de panel, démontre que des institutions de meilleure qualité favorisent une économie plus diversifiée, avec une réduction du contrôle de l'élite sur la production nationale. Boschma et Capone (2015) confirment également cette tendance dans une étude couvrant 50 pays développés entre 1992 et 2010, soulignant que la qualité institutionnelle est cruciale pour achever le processus de diversification.

Osakwe et al. (2018) appliquent les techniques OLS et GMM pour montrer que dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, des institutions solides ont contribué positivement à la diversification des exportations de 1970 à 2010. De manière similaire, Amiri et al. (2019) trouvent que l'amélioration de la qualité institutionnelle dans 28 pays riches en ressources naturelles a renforcé le secteur manufacturier et favorisé la diversification économique sur la période 2000-2016.

Clark et al. (2016) explorent le rôle des indicateurs de gouvernance dans 29 pays africains sur une période étendue (1963-2009), révélant que la stabilité politique, la qualité de la réglementation, et le contrôle de la corruption sont essentiels à toutes les étapes de la diversification économique. À l'inverse, la mauvaise qualité de ces indicateurs constitue un obstacle majeur. Les conclusions de Cabral et Veigas (2010) vont dans le même sens, soulignant que des facteurs institutionnels comme la corruption et le manque de transparence compromettent la capacité des pays africains à se diversifier.

Enfin, Nganga (2021) analyse l'effet de la stabilité politique sur la diversification économique dans les pays de la CEMAC en utilisant la méthode PMG, trouvant un impact négatif à long terme en raison de la longévité des systèmes politiques qui tendent à devenir opaques et inefficaces.

Les études sur l'influence de la géographie offrent des perspectives variées. Mora & Olabisi (2023) montrent que l'éloignement géographique augmente les coûts de transport, ce qui nuit à la diversification des exportations, en particulier dans les pays en développement. Agosin et al. (2012), en utilisant la méthode GMM sur des données de 1962 à 2000, confirment que l'éloignement géographique tend à réduire cette diversification.

Malik et Temple (2009) constatent, sur un échantillon de 70 pays en développement, que les pays enclavés sont désavantagés par leur manque d'accès aux routes maritimes, limitant ainsi leur capacité à diversifier leurs exportations. Matthee & Naudé (2007) corroborent cette idée en Afrique australe, où la distance par rapport aux centres d'exportation est inversement proportionnelle à la diversification des exportations.

D'un autre côté, la proximité avec de grands marchés est considérée comme un facteur clé de diversification. Breinlinch & Cunat (2011) notent que le succès de l'industrialisation en Corée du Sud, à Singapour et à Taïwan est en partie attribuable à leur proximité avec le marché japonais. Toutefois, d'autres études ont montré que l'abondance des ressources naturelles peut limiter la diversification. Ngameni et al. (2023) démontrent, dans une analyse du Cameroun entre 1980 et 2020, que les ressources naturelles ont un effet négatif à court terme sur la diversification, bien que cet impact puisse varier à long terme.

Certains chercheurs argumentent que l'interaction entre la gouvernance et la géographie est essentielle pour comprendre la diversification des exportations. Redding & Venables (2004) montrent que le niveau élevé des exportations en Europe occidentale est dû à une combinaison de bons accès au marché, de géographie favorable et d'institutions robustes.

Cependant, certains auteurs comme Vellutini (2004), Henderson et al., (2001) défendent l'idée que les avancées technologiques et les réformes politiques peuvent atténuer les désavantages géographiques. Pour eux, la qualité, l'innovation et la différenciation des produits sont désormais les véritables moteurs de la diversification des exportations, indépendamment de la géographie.

## 2. Approche méthodologique

### 2.1. Spécification du modèle

Ce travail s'appuie de manière empirique non seulement sur les spécifications basées sur les déterminants de la diversification des exportations développés par (Imbs et Wacziarg, 2003; Agosin et al., 2012) mais également sur les spécifications reliant la gouvernance, la géographie et la diversification des exportations développées par Acemoglu et al. (2001) et Easterly & Levine (2002). La spécification du modèle est la suivante :

$$Div_{it} = \beta_0 + \beta_1 LogDiv_{it-1} + \beta_2 GOUV_{it} + \beta_3 GEO_{it} + X_{it} + \mu_t + \gamma_i + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où  $Div_{it}$  représente la diversification des exportations du pays  $i$  à la période  $t$  mesurée par l'indice de Herfindahl-Hirschmann normalisé,  $GOUV_{it}$  représente la gouvernance du pays  $i$  à la période  $t$ ,  $GEO_{it}$  représente les facteurs géographiques du pays  $i$  à la période  $t$ ,  $X_{it}$  représente l'ensemble des variables de contrôle (la formation brute de capital fixe, le degré d'ouverture commerciale, les Investissements Directs Etrangers, et le taux de change effectif réel),  $\mu_t$  sont les effets fixes temporels,  $\gamma_i$  est un vecteur représentant les effets fixes pays et  $\varepsilon_{it}$  est le terme d'erreur et  $\beta_i$  les coefficients à estimer.

### 2.2. Variables et sources des données

Notre étude porte sur la période allant de 1996 à 2021. Le choix de cette délimitation est fonction du fait que les données sur les indicateurs de gouvernance de Kaufman ne commencent qu'à partir de 1996 et la plupart des autres données sur nos variables s'arrêtent en 2021. Elles sont extraites de la base de données de la Banque mondiale (World Development Indicator) pour les variables macroéconomiques, de la WGI (World Governance Indicators), pour les variables de la gouvernance, du Centre d'Etudes Prospectives et d'informations internationales (CEPII), pour les variables relatives à la distance géographique et de la CNUCED pour les variables du commerce international.

Notre variable dépendante est l'indice de diversification des exportations notée ( $div$ ). Elle mesure l'écart absolu de la structure des exportations d'un pays par rapport à la structure mondiale et qui varie sur une échelle de 0 à 1.

Nos variables d'intérêt sont les indicateurs de la gouvernance et les indicateurs de la géographie. Pour ce qui est des variables de la gouvernance, nous retenons les six indicateurs mondiaux de gouvernance (WGI) développés par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010) : voix des citoyens et responsabilité, stabilité politique et absence de violence/terrorisme, efficacité du gouvernement, qualité de la réglementation, État de droit et contrôle de la corruption. Ces

indicateurs sont compris dans l'intervalle -2,5 à 2,5. Un score plus élevé correspond à une meilleure qualité de gouvernance.

Effacité du gouvernement: qualité des services publics, des fonctionnaires et leur degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques ; qualité des politiques publiques, aussi bien dans leur définition que dans leur application, mais aussi la responsabilité effective du gouvernement quant à ces politiques publiques. Nous attendons un signe positif.

La qualité de la réglementation : capacité du gouvernement à formuler et appliquer des politiques et des réglementations adaptées qui favorisent le développement du secteur privé. Une bonne qualité de la réglementation favorise et accélère l'activité économique. Un signe positif est attendu.

Contrôle de la corruption: traduit la situation dans laquelle la puissance publique est exercée à des fins privées en incluant à la fois petites et grandes formes de corruption, de même que la façon dont l'État a été « capté » par les élites et les intérêts privés. Nous attendons à un signe positif.

Voix citoyenne et responsabilité : dans quelle mesure les citoyens participent-ils au choix de leurs gouvernants, que ce soit par l'étendue de leur liberté d'expression, d'association, ou celle des médias. Nous attendons à un signe positif.

Stabilité politique et absence de violence: perception de la probabilité selon laquelle le gouvernement pourrait être déstabilisé soit par des moyens inconstitutionnels soit par la violence (violence politique ou terrorisme). Nous attendons un signe positif.

L'État de droit : dans quelle mesure les citoyens ont-ils confiance aux règles posées par la société et les respectent-ils ; et, en particulier, qualité du contrat social à travers la police et les juridictions. L'état de droit est important pour garantir la sécurité des droits de propriété contre l'expropriation. Nous attendons un signe positif.

En ce qui concerne les variables de la géographie, nous avons retenu les dotations en ressources naturelles, l'éloignement géographique, la taille de la population et le climat conformément à la littérature (Easterly et Levine, 2002 ; Bosker et Garretsen, 2012).

Distance d'accès à la mer : représente la distance à parcourir pour accéder à la mer la plus proche. Nous attendons un signe négatif sur la diversification des exportations.

Distance d'accès au grand marché international: Il représente la distance à parcourir pour accéder au grand marché le plus proche. Nous attendons à un signe négatif.

Taille de la population (Pop) : elle représente l'ensemble des personnes résidentes sur le territoire national d'un pays. Nous attendons à ce qu'elle ait un effet positif.

Rente des ressources naturelles en pourcentage du PIB : Elle représente la somme des rentes pétrolières, du gaz naturel, du charbon, des rentes minérales et des rentes forestières. Conformément à l'hypothèse du syndrome hollandais, nous attendons à un signe négatif.

Température : Elle mesure la variation de la température sur la surface de la terre. Étant donné que les conditions climatiques impactent sur la productivité, nous attendons à un signe négatif ou positif de cette variable sur la diversification des exportations (Malik et Temple, 2006).

Quant au choix des variables de contrôle, il suit les théories du commerce international et les résultats des études empiriques (Agosin et al., 2012), notamment celles portant sur les pays africains (Cadot et al., 2011, 2016).

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) qui désignent les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable et d'exercer un contrôle direct et significatif dans la gestion d'une entité résidant dans une autre économie. Considérés comme un catalyseur de la diversification des exportations, notamment grâce à l'amélioration de la productivité des entreprises nationales et à l'augmentation des exportations dans certaines études (Harding et Javorcik, 2007) tandis que contre, dans d'autres études, ils conduisent à la spécialisation (Kamgna, 2007, 2010). Le signe attendu est ambigu.

L'ouverture commerciale mesure la part des échanges dans le PIB d'un pays et est obtenu par le ratio de la somme des exportations et des importations au PIB. Dioury (2003) montre que l'ouverture commerciale a favorisé la diversification des économies des Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie (NPIA). Cependant, en Afrique, cette tendance est plutôt à la spécialisation dans l'exportation des matières premières et des produits de base (Ben Hammouda et al., 2006 ; et Kamgna, 2010). Le signe attendu reste ambigu.

Taux de change effectif réel se définit comme le prix d'une devise étrangère exprimée en monnaie du pays. Ainsi, une dépréciation du taux de change doit théoriquement favoriser la diversification des exportations. Nous attendons à un signe négatif.

Le taux d'investissement public est mesuré par le rapport de la FBCF au PIB. C'est l'utilisation, au cours d'une période, d'une partie du revenu national par l'État dans le but de renouveler ou d'améliorer les infrastructures publiques à savoir : routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, scolaires, sanitaires etc. Gylfason (2005) montre que l'investissement dans l'éducation, la formation et l'infrastructure est un déterminant de la diversification des exportations. Ainsi, nous attendons un signe positif.

### 2.3. Technique d'estimation

Dans notre étude, nous utilisons un modèle de données de panel qui a l'avantage de contrôler les effets fixes<sup>4</sup> et temporels<sup>5</sup> des pays. Dans la littérature, plusieurs techniques existent pour l'estimation des données de panel en allant de la plus simple (Moindre carré Ordinaire (MCO), le modèle à effets fixes ou à effets aléatoires) à la plus élaborée (Méthode des moments généralisés MMG) et Driskoll-Kraay) dont chacune avec ses conditions d'utilisations et sa spécificité. La méthode des moments généralisés (MMG), d'après Roodman (2009), cette technique convient à des données de panel dans laquelle la période de l'étude (T) est inférieure par rapport à la taille de l'échantillon (N), c'est-à-dire ( $N > T$ ). Notre échantillon ( $N=16$  et  $T=25$ ) n'obéit pas à cette condition et rend l'utilisation des MMG inappropriée. C'est pourquoi, dans cette étude, la technique de Driscoll et Kraay (1998) sera privilégiée car cette méthode a l'avantage de fournir les meilleures estimations robustes en présence d'hétéroscédasticité.

Cette méthode est précédée de plusieurs tests économétriques. Il s'agit des tests de Hausmann, le LM test de Breusch-Pagan. Le LM test permet de choisir entre une régression aléatoire et une régression MCO simple. Elle permet de tester la significativité du modèle à effets aléatoires. Si la probabilité de la statistique de Breusch-Pagan est inférieure au seuil fixé, les effets aléatoires seront globalement significatifs. L'hypothèse nulle du test est que les variances entre les pays sont nulles ou qu'il n'existe pas d'effet de panel. Ici, la signification de  $\chi^2$  indique la présence d'effets de panel (fixes ou aléatoires). A cet effet, il est important de procéder au test de Hausmann pour la spécification.

---

<sup>4</sup> Les effets fixes pays captent les facteurs spécifiques aux pays et invariable dans le temps mais qui peuvent affecter la diversification des exportations.

<sup>5</sup> Les effets fixes temporels captent les facteurs qui affectent le commerce international entre les pays tel que le changement dans les règles du commerce international

**Tableau n°1: Tests de spécification de Breusch-Pagan Lagrange Multiplier (LM) et de Hausmann**

Sélection schématique de l'estimation des données de panel			
Breusch-Pagan Lagrange multiplier (LM)		Hausmann Test : Choix entre l'effet fixe et l'effet aléatoire	
$H_0 : \sigma_{\mu}^2 = 0$ Hypothèse nulle : pas d'effet panel		Hypothèses : $H_0$ : La différence dans les coefficients est non systématique $H_1$ : La différence dans les coefficients est systématique	
$\chi^2(01)$	218.34	Value	Décision
p-val > F	0.0000 Il existe la présence d'effet panel	p-val > $\chi^2 =$ 0.0000	Nous retenons le modèle à effets fixes

Source : Auteur

### 3. Résultats et discussions

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'analyse des effets de la gouvernance et de la géographie sur la diversification des exportations des PEA.

Pour l'interprétation de nos résultats, les coefficients négatifs sont interprétés comme des effets positifs sur la diversification des exportations et vice versa. Car la diversification des exportations augmente à mesure que l'indice de concentration des exportations diminue.

En ce qui concerne les variables de, contre toute attente, le contrôle de la corruption a un effet négatif et significatif au seuil de 1 % sur la diversification des exportations, ce qui contredit les résultats de la littérature dominante, notamment Cabral et al. (2010). Cependant, cela corrobore les conclusions de Collier & Hoeffler (2004) et Bird et al. (2000), selon lesquelles la corruption peut parfois encourager la diversification en contournant des réglementations restrictives, conformément à la théorie du "graisage des roues". Bien que ces avantages soient temporaires, les effets à long terme de la corruption sont généralement néfastes pour une diversification des exportations.

L'efficacité du gouvernement affiche également un effet négatif et significatif au seuil de 10 %. Ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse de l'efficacité du gouvernement se

traduirait par une concentration des exportations. Ce résultat s'explique par le fait qu'un gouvernement plus efficace pourrait paradoxalement entraîner une concentration des exportations, peut-être en raison d'une meilleure allocation des ressources vers des secteurs déjà dominants.

De même, la qualité de réglementation a un effet négatif et significatif sur la diversification des exportations au seuil de 1%. À cet effet, une hausse de la qualité de réglementation se traduirait par une diminution de la diversification des exportations. Ce résultat est contre-intuitif mais s'explique par le fait qu'une faible qualité de régulation peut réduire les coûts liés à la conformité réglementaire, permettant ainsi aux entreprises de réorienter leurs ressources vers des activités productives, comme l'exploration de nouveaux marchés ou le développement de nouveaux produits à exporter.

Le coefficient de la stabilité politique et absence de violence a un effet négatif et statistiquement significatif sur la diversification des exportations au seuil de 1%. De ce fait, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de la stabilité politique et absence de violence réduit la diversification des exportations. Ce résultat est conforme avec celui de Nganga (2021) qui montre dans le cas des pays de la CEMAC que la stabilité politique et absence de violence a un effet négatif sur la diversification économique des pays de la région et qui pourrait s'expliquer par une longévité des systèmes politique qui ne sied pas.

Pour ce qui est de l'État de droit, son coefficient est négatif et statistiquement significatif au niveau de 1%. Ainsi, une amélioration de l'État de droit se traduirait par une baisse de la diversification des exportations. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que la faiblesse de l'État de droit peut faciliter l'exploitation des ressources naturelles sans les contraintes environnementales ou sociales imposées par un cadre juridique plus fort. Cela peut conduire à une diversification dans des secteurs d'exportation basés sur les ressources naturelles, même si cette diversification n'est pas durable à long terme.

Enfin, la voix et responsabilité également à un coefficient négatif et statistiquement significatif au seuil de 5%. Ainsi, une hausse de la voix et responsabilité entraînerait une diminution de la diversification des exportations. En effet, la voix et responsabilité mesure le degré de liberté et donc de la démocratie dans un pays. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que majorité des PEA sont des régimes moins démocratiques et qui peuvent réprimer les syndicats et les mouvements sociaux, réduisant ainsi les coûts de main-d'œuvre pour les entreprises exportatrices. Cela peut rendre certaines industries plus compétitives sur le marché international, encourageant la diversification des exportations. De plus, dans les régimes

autoritaires, la stabilité politique est souvent maintenue par des moyens répressifs, ce qui peut créer un environnement prévisible pour les entreprises. Cette stabilité, bien qu'elle ne soit pas démocratique peut permettre à certains secteurs économiques de se développer et de se diversifier sans les perturbations politiques que l'on pourrait voir dans des démocraties instables.

En ce qui concerne les variables géographiques, la rente des ressources naturelles se révèle être négative et statistiquement significative au niveau de 1%. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de la rente des ressources naturelles entraînerait une diminution de la diversification des exportations. Ce résultat est en ligne avec la théorie économique sur la malédiction des ressources naturelles (Ross et Werker, 2023 ; Sach et Warner, 1995 et 2001) pour laquelle l'abondance des ressources naturelles est un facteur de concentration des exportations.

La variation de la température est associée positivement à la diversification des exportations dans les PEA. Ce résultat est cohérent avec la théorie (Gallup, Sachs et Mellinger, 1998 ; Bloom et Sachs, 1998 ; Diamond, 1997) selon laquelle les environnements tropicaux ont tendance à avoir de faibles rendements agricoles (l'un des canaux directs par lesquels le climat peut affecter le niveau de la diversification des exportations) et à cause des maladies inhérentes à cette zone. Cependant, l'effet de la variation de la température sur la diversification des exportations est non significatif.

La distance d'accès à la mer la plus proche, qui est un indicateur de l'éloignement des PEA des ports maritimes se montre comme un déterminant important de la diversification des exportations de ces pays. Il a un coefficient négatif et statistiquement significatif au seuil de 1%. Ainsi, l'éloignement de la mer engendrerait une diminution de la diversification des exportations. Ce résultat est cohérent avec la théorie économique qui suggère que l'éloignement à la mer constitue un frein à la diversification des exportations par l'augmentation des coûts de transport. Ce résultat est également cohérent avec ceux de (Naudé et Matthee., 2007 ; Malik et Temple, 2009 ; Mora et Olabisi, 2023 ; Agosin et al., 2012) qui trouvent que l'éloignement géographique génère des coûts de transport qui tendent à réduire la diversification des exportations.

Pour ce qui est de la proximité au grand marché, le résultat montre que cet indicateur a un effet positif et significatif sur la diversification des exportations au seuil de 10%. Ainsi, l'éloignement des grands marchés est associé à un accroissement de la diversification des exportations. Ce résultat, bien que surprenant et contraire à la littérature économique qui

préconise que la proximité aux grands marchés internationaux permette donc de réduire les coûts de transport et de bénéficier de la diffusion des technologies est intéressant du point où il fait une révélation. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que l'éloignement des grands marchés pousse les PEA à chercher des alternatives locales et régionales pour diversifier leurs produits et réduire leur dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières qui restent limiter par l'accroissement des coûts de transport induit par la distance.

En ce qui concerne la taille de la population, le résultat des estimations montre qu'elle est un facteur important de la diversification des exportations dans les PEA. Autrement dit, la taille de la population favorise la diversification des exportations au seuil de 5%. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de la population est associée à une augmentation de la diversification des exportations. Ce résultat est cohérent avec la théorie des rendements d'échelle croissants grâce aux économies d'échelle, ce qui rejoint les conclusions de Parteka et Tamberi (2011) mais contraste avec celui d'Elhiraika et Mbate (2014) qui trouvent que la croissance démographique semble ne pas avoir une importance pour la diversification des exportations en Afrique. Pour eux, ce résultat est dû à la pauvreté élevée et à la forte inégalité des revenus.

Pour nos variables de contrôle, cette modélisation montre que seules l'ouverture commerciale et la FBCF sont significatives associées à la diversification des exportations dans les PEA.

La FBCF a un effet négatif et significatif sur la diversification des exportations. Ce résultat peut s'expliquer par les mauvais choix des investissements publics (infrastructures, éducation, recherche et développement, sanitaires, etc.) réalisés de ces pays ou des choix qui ne sont pas orientés dans la promotion de la diversification des exportations. L'ouverture commerciale par contre est associée négativement et significativement à la diversification des exportations. Ce résultat va dans le sens de ceux de (Ben Hammouda et coll., 2006 ; et Kamgna, 2010) qui trouvent un effet négatif et significatif de l'ouverture commerciale sur la diversification des exportations en Afrique. Pour ces auteurs, l'ouverture commerciale tend à spécialiser les pays dans l'exportation des matières premières.

Le résultat montre également que le taux de change réel effectif et les IDE affectent positivement la diversification des exportations, mais ils ne sont pas significatifs.

**Tableau n°2** : Effets de la gouvernance et de la géographie sur la diversification des exportations des PEA avec la méthode Driscoll-Kraay

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FDI	-0.000349 (0.00110)	-0.000717 (0.00106)	-0.000664 (0.000927)	-0.000606 (0.000972)	-0.000649 (0.000900)	-0.000601 (0.000850)	-0.000778 (0.00112)	-0.000825 (0.00114)	-0.000942 (0.00111)	-0.00169 (0.00104)	-0.000663 (0.00110)
Grossfixedcapital	<b>0.00103**</b> (0.000487)	<b>0.00105**</b> (0.000507)	<b>0.00129***</b> (0.000390)	<b>0.000888*</b> (0.000520)	0.000851 (0.000506)	0.000874 (0.000518)	<b>0.00138***</b> (0.000416)	<b>0.00131***</b> (0.000376)	<b>0.00113***</b> (0.000357)	<b>0.00111***</b> (0.000364)	<b>0.00151***</b> (0.000399)
Realeffectiveexch	-3.39e-05 (0.000172)	-3.67e-05 (0.000168)	-2.25e-05 (0.000158)	-1.90e-05 (0.000167)	-7.10e-05 (0.000161)	0.000136 (0.000202)	-9.50e-05 (0.000156)	-3.77e-05 (0.000161)	-7.42e-05 (0.000151)	-0.000153 (0.000162)	8.59e-06 (0.000170)
Tradeopeness	0.000248 (0.000202)	<b>0.000427**</b> (0.000187)	1.39e-05 (0.000245)	<b>0.000408**</b> (0.000158)	0.000278 (0.000189)	<b>0.000511***</b> (0.000143)	<b>0.000324*</b> (0.000183)	<b>0.000587***</b> (0.000165)	<b>0.000836***</b> (0.000174)	<b>0.000818***</b> (0.000174)	0.000254 (0.000306)
Control	<b>0.0217***</b>										
Corruption	(0.00777)										
Gov Effectiveness		<b>0.0188*</b> (0.00934)									
PoliticalStability			<b>0.0220***</b> (0.00627)								
RegulatoryQuality				<b>0.0253***</b> (0.00731)							
RuleofLaw					<b>0.0261***</b> (0.00872)						
Voice						<b>0.0351***</b>					
Accountability						(0.00710)					
Rentestotale							<b>0.00150***</b> (0.000381)				
Temperature								-0.00133 (0.00554)			
Pop									<b>-0.00599***</b> (0.00359)		
Dist Mer										<b>0.0294***</b> (0.00351)	
Dist Acc Mché											<b>-0.0343*</b> (0.0184)
Constant	0.788*** (0.0175)	0.786*** (0.0183)	0.791*** (0.0157)	0.789*** (0.0153)	0.801*** (0.0195)	0.778*** (0.0158)	0.790*** (0.0155)	0.765*** (0.0134)	0.669*** (0.0631)	0.623*** (0.0139)	0.467*** (0.167)
Observations	309	309	309	309	309	309	309	309	309	309	309
Number of groups	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Country FE	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES

Niveau de significativité des paramètres : \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

#### 4. Robustesse des résultats

Les résultats de nos premières estimations montrent que la gouvernance et la géographie sont les facteurs déterminants de la diversification des exportations des PEA. Pour vérifier la sensibilité de nos résultats, nous effectuons une analyse supplémentaire. Celle-ci consiste à utiliser une variable alternative de la variable à expliquer. Pour ce faire, nous utilisons l'indice Theil au lieu de l'indice de diversification de Herfinhdal. Les résultats obtenus et consignés dans le tableau ci-dessous consolident nos premiers résultats obtenus avec l'IHH à la différence des variations des coefficients. En effet, tous les indicateurs de la gouvernance et de la géographie ont gardé les mêmes signes que ceux obtenus dans les premiers résultats rendant ainsi nos résultats solides. Il en va de même pour nos variables de contrôle.

En conclusion, ces résultats ne nous permettent pas de confirmer notre première hypothèse. Car la gouvernance a un effet négatif et significatif sur la diversification des exportations des PEA tandis que la géographie un effet significatif, mais mitigé (négatif et positif).

Enfin, en ce qui concerne le débat entre la gouvernance et la géographie, sur la base de nos résultats, nous concluons que la gouvernance et la géographie agissent conjointement pour expliquer la faiblesse de la diversification des exportations dans les PEA.

**Tableau n°3 : Robustesse des résultats des effets de la gouvernance et de la géographie sur la diversification des exportations par la méthode Driscoll-Kraay et avec l'indice de theil**

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FDI	-0.0951 (0.0479)	-0.0862 (0.0447)	-0.0866 (0.0458)	-0.0869 (0.0454)	-0.0851 (0.0442)	-0.0876 (0.0467)	-0.0815 (0.0403)	-0.0815 (0.0392)	-0.0948 (0.0414)	-0.0764 (0.0450)	-0.0750 (0.0379)
GrossfixedcapitaL	<b>0.0534**</b> (0.0333)	<b>0.0533**</b> (0.0343)	<b>0.0472***</b> (0.0317)	<b>0.0535*</b> (0.0343)	<b>0.0511</b> (0.0345)	<b>0.0548</b> (0.0316)	<b>0.0514***</b> (0.0306)	<b>0.0332***</b> (0.0273)	<b>0.0326***</b> (0.0283)	<b>0.0487**</b> (0.0315)	<b>0.0593*</b> (0.0310)
Realeffectiveexch	<b>0.0105*</b> (0.00515)	<b>0.0104*</b> (0.00522)	<b>0.0107*</b> (0.00539)	<b>0.0107*</b> (0.00524)	<b>0.0101*</b> (0.00527)	<b>0.0136**</b> (0.00541)	<b>0.0129**</b> (0.00480)	<b>0.0125**</b> (0.00520)	<b>0.0135**</b> (0.00496)	0.00941 (0.00602)	0.00767 (0.00553)
Trade openness	<b>0.0189</b> (0.0125)	<b>0.0147**</b> (0.0118)	0.0217 (0.0127)	<b>0.0134*</b> (0.0117)	<b>0.0133</b> (0.0122)	<b>0.0120***</b> (0.0108)	<b>0.00184*</b> (0.0132)	<b>0.0123***</b> (0.0122)	<b>0.0336**</b> (0.0121)	<b>0.00864**</b> (0.0119)	0.00761 (0.0113)
Control	<b>0.530*</b>										
Corruption		(0.262)									
Gov Effective		<b>0.483***</b> (0.317)									
Political Stability			<b>0.428**</b> (0.185)								
RegulatoryQuality				<b>0.399*</b> (0.254)							
RuleofLaw					<b>0.235***</b>						

						(0.224)						
Voice							<b>0.646***</b>					
Accountability								(0.141)				
Rentes totales							<b>0.0697***</b>					
								(0.0188)				
Température									-0.916			
									(0.363)			
Pop										<b>-0.561***</b>		
										(0.155)		
Dist Mer											<b>0.244***</b>	
											(0.167)	
Dist Acc Mché												-
												<b>1.853***</b>
												(0.435)
Constant	3.796***	3.782***	3.738***	3.616***	3.554***	3.471***	2.077**	3.457***	12.19***	2.059***	19.30***	
	(0.608)	(0.632)	(0.682)	(0.646)	(0.727)	(0.607)	(0.838)	(0.652)	(2.476)	(0.653)	(4.068)	
Observations	309	309	309	309	309	309	309	309	309	309	309	
Number of groups	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	
Country FE	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	

Niveau de significativité des paramètres : \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

## Conclusion

Cet article a pour objectif d'analyser les effets de la gouvernance et/ou de la géographie sur la diversification des exportations dans les pays enclavés d'Afrique (PEA) en utilisant des données de panel couvrant la période 1996-2021. L'analyse des résultats, basée sur la méthode Driscoll-Kraay (1998), révèle que les variables de gouvernance ont un effet négatif et significatif sur la diversification des exportations, tandis que les effets des variables géographiques sont plus nuancés. Contrairement à ce que l'on pourrait s'attendre, la stabilité politique et l'absence de violence et le contrôle de corruption, l'État de droit, la qualité de régulation ont une influence négative sur la diversification des exportations, probablement en raison de la longévité du système politique, d'un État de droit faible et d'un système judiciaire inefficace et des politiques commerciales inadéquates.

Ces résultats demeurent robustes même lorsqu'on utilise des variables alternatives. Ils soulignent la nécessité pour les décideurs des PEA de mettre en œuvre des réformes substantielles. Il est crucial d'améliorer la stabilité politique ainsi que la mise en œuvre des politiques commerciales adéquates et de renforcer l'État de droit pour diminuer la corruption, limiter l'influence des élites, garantir les droits de propriété et assurer une justice efficace. Les PEA devraient également investir dans la formation d'un capital humain hautement qualifié et améliorer les infrastructures nationales et régionales (routières, ferroviaires, télécommunications, aéroportuaires, etc.), en utilisant les revenus des ressources naturelles à cet effet. Ces mesures contribueraient à atténuer les effets négatifs de la géographie sur la diversification des exportations.

Cependant, cette étude présente des limites importantes, notamment l'absence de prise en compte des variations dans le niveau de gouvernance parmi les PEA, ce qui pourrait influencer les résultats. Des recherches futures pourraient approfondir cette question en segmentant les PEA selon leur niveau de gouvernance ou en élaborant un indice composite de la gouvernance via l'Analyse en Composantes Principales (ACP). Il faut également prendre en compte l'appartenance régionale des différents qui peut être pertinent dans l'explication des résultats de certains pays.

## Bibliographie

Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). « The colonial origins of comparative development: An empirical investigation ». *American economic review*, 91(5), 1369-1401.

Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472.

- Acemoglu, D. (2015). Pourquoi les nations échouent-elles ?. *The Pakistan Development Review* , 54 (4), 301-312.
- Agosin, M. R., Alvarez, R., & Bravo-Ortega, C. (2012). « Determinants of export diversification around the world: 1962–2000 ». *The World Economy*, 35(3), 295-315.
- Alsharif, N., Bhattacharyya, S., & Intartaglia, M. (2017). « Economic diversification in resource rich countries: History, state of knowledge and research agenda ». *Resources Policy*, 52, 154-164.
- Amiri, H., Samadian, F., Yahoo, M., & Jamali, S. J. (2019). « Natural resource abundance, institutional quality and manufacturing development: Evidence from resource-rich countries ». *Resources Policy*, 62, 550-560.
- Bah, M., Ondo, H. A., & Kpogon, K. D. (2021). « Effects of governance quality on exports in Sub-Saharan Africa ». *International Economics*, 167, 1-14.
- Banque mondiale. (2000). *Diversification des exportations dans les pays en développement: Stratégies et défis*. Banque mondiale.
- Baumol, W. J. (2002). « Entrepreneurship, innovation and growth: The David-Goliath symbiosis ». *Journal of Entrepreneurial Finance*, JEF, 7(2), 1-10.
- Ben Hammouda, H., Karingi, S., Njuguna, A., & Sadni Jallab, M. (2006). *Diversification: Towards a new paradigm for Africa's development*.
- Bloom, D. E., Canning, D., & Sevilla, J. (2003). « Geography and poverty traps ». *Journal of Economic Growth*, 8, 355-378.
- Boschma, R., & Capone, G. (2015). « Institutions and diversification: Related versus unrelated diversification in a varieties of capitalism framework ». *Research Policy*, 44(10), 1902-1914.
- Bosker, M., & Garretsen, H. (2012). « Economic geography and economic development in Sub-Saharan Africa ». *The World Bank Economic Review*, 26(3), 443-485.
- Breinlich, H., & Cunat, A., (2011), *A Many-Country Model of Industrialization*, CEPR
- Cabral, M. H., & Veiga, P. (2010). *Determinants of export diversification and sophistication in Sub-Saharan Africa*.
- Cadot, O., de Melo, J., Plane, P., Wagner, L., & Woldemichael, M. T. (2016). « Industrialization and structural change: can sub-saharan Africa develop without factories? ». *Revue de économie du développement*, 24(2), 19-49.
- Carstensen, K., & Gundlach, E. (2006). « The primacy of institutions reconsidered: Direct income effects of malaria prevalence ». *The World Bank Economic Review*, 20(3), 309-339.

- Cieřlik, A., & Parteka, A. (2021). « Relative productivity, country size and export diversification ». *Structural Change and Economic Dynamics*, 57, 28-44.
- Clark, D. P., Lima, L. R., & Sawyer, W. C. (2016). « Stages of diversification in Africa ». *Economics Letters*, 144, 68-70.
- Clifton, E. V., & Romero-Barrutieta, A. (2006). Institutions versus geography: subnational evidence from the United States.
- Coase, R. H. (1937). *The nature of the firm*. *Economica*, 4(16), 386-405.
- Cohen, J. E., Small, C., Mellinger, A., Gallup, J., & Sachs, J. (1997). « Estimates of coastal populations ». *Science*, 278(5341), 1209-1213.
- Collier, P. (2007). *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*. Oxford University Press
- Diamond, J., & Renfrew, C. (1997). « Guns, germs, and steel: The fates of human societies ». *Nature*, 386(6623), 339-339.
- Djimeu, E. W., & Omgba, L. D. (2019). « Oil windfalls and export diversification in oil-producing countries: Evidence from oil booms ». *Energy Economics*, 78, 494-507.
- Driscoll, J. C., & Kraay, A. C. (1998). « Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data ». *Review of economics and statistics*, 80(4), 549-560.
- Easterly, W., & Levine, R. (2003). « Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development ». *Journal of monetary economics*, 50(1), 3-39.
- Gallup, J. L., Sachs, J. D., & Mellinger, A. D. (1999). « Geography and economic development ». *International regional science review*, 22(2), 179-232.
- Glassner, M. I. (1973). *The Status of Developing Land-Locked States Since 1965*. *Law. Am.*, 5, 480.
- Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). « Why do some countries produce so much more output per worker than others? ». *The quarterly journal of economics*, 114(1), 83-116.
- Harding, T., & Javorcik, B. S. (2007). « Developing economies and international investors: Do investment promotion agencies bring them together? ». World Bank Publications.
- Henderson, J. V., Shalizi, Z., & Venables, A. J. (2001). « Geography and development ». *Journal of Economic Geography*, 1(1), 81-105.
- Hibbs Jr, D. A., & Olsson, O. (2004). « Geography, biogeography, and why some countries are rich and others are poor ». *Proceedings of the national Academy of sciences*, 101(10), 3715-3720.

Imbs, J., & Wacziarg, R. (2003). « Stages of diversification ». *American economic review*, 93(1), 63-86.

Ioannides, Y., & Overman, H. (2000). « Cross Sectional Evolution of the US City Size Distribution (No. dp0483) ». Centre for Economic Performance, LSE.

Joya, O. (2015). « Growth and volatility in resource-rich countries: Does diversification help? ». *Structural Change and Economic Dynamics*, 35, 38-55.

Kamgna, S. Y. (2007). « Economic Diversification in Central Africa ». Munich Personal RePEc Archive.

Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). « The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues ». *World Bank policy research working paper*, (5430).

Krugman, P. (1991). « Increasing returns and economic geography ». *Journal of political economy*, 99(3), 483-499.

Malik, A., & Temple, J. R. (2009). « The geography of output volatility ». *Journal of Development Economics*, 90(2), 163-178.

Matallah, S. (2020). « Economic diversification in MENA oil exporters: Understanding the role of governance ». *Resources Policy*, 66, 101602.

Matthee, M., & Naudé, W. (2007). Export diversity and regional growth: Empirical evidence from South Africa (No. 2007/11). WIDER Research Paper.

Mora, J., & Olabisi, M. (2023). « Economic development and export diversification: The role of trade costs ». *International Economics*, 173, 102-118.

Naudé, W. (2009). The financial crisis of 2008 and the developing countries (No. 2009/01). WIDER Discussion Paper.

Ngameni, J. P., Ngassam, S. B., Tiwang, G. N., & Tchounga, A. (2023). « Natural resources and exports diversification in Cameroon: Does corruption matter? ». *Research in Globalization*, 6, 100134.

Nganga, M. L. (2021). « Effects of the Quality of Institutions on the Economic Diversification of the States of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC) ». *Theoretical Economics Letters*, 11(1), 84-99.

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge university press.

Olander, P. (2019). « Economic diversification and institutional quality issues of concentrated interests ». *Studies in Comparative International Development*, 54(3), 346-364.

- Ongba, L. D. (2014). « Institutional foundations of export diversification patterns in oil-producing countries ». *Journal of Comparative Economics*, 42(4), 1052-1064.
- Osakwe, P. N., Santos-Paulino, A. U., & Dogan, B. (2018). « Trade dependence, liberalization, and exports diversification in developing countries ». *Journal of African Trade*, 5(1), 19-34.
- Phillips, P. C. (1995). « Fully modified least squares and vector autoregression ». *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 1023-1078.
- Phillips, P. C., & Hansen, B. E. (1990). « Statistical inference in instrumental variables regression with I (1) processes ». *The review of economic studies*, 57(1), 99-125.
- Presbitero, A. F. (2006). « Institutions and geography as sources of economic development ». *Journal of international development*, 18(3), 351-378.
- Prebisch, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*. United Nations
- Redding, S., & Venables, A. J. (2004). « Economic geography and international inequality ». *Journal of international Economics*, 62(1), 53-82.
- Rodrik, D., & Subramanian, A. (2003). « The primacy of institutions ». *Finance and development*, 40(2), 31-34.
- Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). « Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development ». *Journal of economic growth*, 9, 131-165.
- Ross, M. L., & Werker, E. (2024). Diversification in resource-rich Africa, 1999–2019. *Resources Policy*, 88, 104437.
- Roodman, D. (2009). NEWKEY: Stata module to extend newey (HAC covariance estimation).
- Sachs, J. D. (2003). « Institutions matter, but not for everything ». *Finance and Development*, 40(2), 38-41.
- Sachs, J. D., & Warner, A. M. (2001). « The curse of natural resources ». *European economic review*, 45(4-6), 827-838.
- Vellutini, C. (2004). « Les aides de l'Etat à la Corse sont-elles efficaces? ». *Revue française d'économie*, 18(3), 189-227.
- Warner, A. M. (2001). *The curse of natural resources*. *European Economic Review*, 45(4-6), 827-838.
- Wiig, A., & Kolstad, I. (2012). « If diversification is good, why don't countries diversify more? The political economy of diversification in resource-rich countries ». *Energy Policy*,